



**Libérons l'Europe. Le national-libéralisme est au bout du « modèle », Bruno Odent, éditions du Croquant, 2019.**

Comment libérer l'Europe ? Le nouveau livre que Bruno Odent consacre à la construction européenne, à sa crise, aux risques d'éclatement qu'elle encourt sous la pression des politiques d'austérité et les coups de boutoir des nationaux-libéraux et des marchés financiers, s'ouvre sur un plaidoyer en faveur d'une autre Europe, celle des peuples.

Dans ce nouveau livre, Bruno Odent, journaliste à *L'Humanité*, spécialiste de l'Europe, de l'Allemagne et des États-Unis, creuse le sillon entamé dans son ouvrage précédent *Europe, état d'urgence. La régression nationaliste consécration de l'ordo-libéralisme*. Bruno Odent part d'un constat. « Quasiment plus aucun État membre de l'Union européenne (UE) n'est épargné, écrit-il. Partout les partis d'extrême droite acquièrent une influence croissante. » Ces forces ne réussissent pas seulement à enregistrer des succès électoraux, à accéder à des fonctions gouvernementales, « elles parviennent à imposer partout leurs thèmes de prédilection dans le débat public », notamment quant à une prétendue invasion de l'Europe par des réfugiés venus du sud. Elles ont réussi à banaliser la xénophobie au point

qu'elle inspire les politiques des chefs d'État et de gouvernement de l'Union, y compris du président français.

On peut particulièrement le constater avec le brûlant dossier des migrants. « Toute l'Europe s'est entendue » sur leur dos, note l'auteur, y compris Emmanuel Macron « qui s'est incliné à Bruxelles devant les revendications des capitales "nationalistes" pour sauver un consensus européen minimum. Problème : celui-là entérine une évolution toujours plus autoritaire et régressive de la gestion européenne de l'immigration ». Dès lors, la posture prétendument progressiste de l'hôte de l'Élysée « devient carrément une farce ».

Le premier chapitre énumère les différentes facettes de ce « péril national-libéral ». De Macerata, petite ville au centre de l'Italie, à Chemnitz, cité située au sud-est de l'Allemagne actuelle, il nous fait voyager « au cœur du néo-nationalisme ». Car si l'Italie est très atteinte, l'Allemagne elle-même n'est guère à l'abri. C'est ainsi que le ministre de l'Intérieur d'Angela Merkel, Horst Seehofer, n'hésite pas à exprimer publiquement son soutien aux manifestants xénophobes de Chemnitz et décrète « la question migratoire » comme « la mère de tous les problèmes politiques du pays ».

Loin d'aborder le sujet à reculons, Bruno Odent lui consacre tout un chapitre dans lequel il considère la question de l'immigration comme « une bastille à prendre », un sujet « à s'emparer » afin « de démasquer les extrêmes droites ». Il rappelle que, contrairement aux affirmations de ces dernières, « l'immigration a façonné la France », elle est même « constitutive » de son identité, « quelque 13,4 millions d'habitants [...] sont soit des exilés directs, soit des descendants d'au moins un parent d'origine immigrée ». Tournant le dos à la tradition d'accueil de notre pays, les gouvernements français successifs ont multiplié les obstacles à l'immigration, prétendant sélectionner les « bons » immigrés, criminalisant leurs tentatives de trouver enfin un havre. En Allemagne, les dirigeants sont partagés, soumis à la double pression de la montée de la xénophobie

et des problèmes démographiques liés au manque de main-d'œuvre.

S'appuyant sur ces exemples italiens, allemands ou français, mais aussi sur le Brexit britannique ou la gestion gouvernementale du Premier ministre Hongrois, Viktor Orbán, Bruno Odent montre que le racisme et la xénophobie marchent d'amble avec un libéralisme exacerbé sur le plan économique et social. Le Rassemblement national de Marie Le Pen n'échappe pas à cela. Ainsi, si d'un côté il diabolise la question migratoire, de l'autre, sur nombre de sujets économiques, il propose un libéralisme bon teint.

Comment expliquer ces dérives ? En vérité, ce national-libéralisme qui grandit est d'une certaine façon le rejeton de la politique conduite par les chefs d'État européens, sous la houlette de dirigeants allemands et des *konzerne* d'outre-Rhin. « Si le poison nationaliste dispose aujourd'hui d'une aussi forte capacité de nuisance, c'est qu'il a été déposé aux cœur des rouages du modèle de référence de l'Union européenne. Le ver est dans le fruit de l'ordo-libéralisme » que l'Allemagne est parvenue à imposer à des partenaires bien conciliants.

On en voit le résultat de l'autre côté du Rhin où le « modèle ordo libéral allemand » a provoqué « des fractures sociales béantes », conséquences de « la déréglementation du marché du travail, des services publics, des collectivités territoriales, du logement social et des systèmes de retraite ». Au plan politique, ajoute l'auteur, « l'effet est encore plus désastreux puisqu'un immense malaise social s'est instauré outre-Rhin, créant un terrain favorable aux joueurs de flûte nationalistes ». Des « musiciens » qui jouent ensemble d'instruments différents et l'on découvre à cette occasion les circonvolutions complexes de cette nébuleuse nationaliste qui va de Thilo Sarrazin, économiste et dirigeant du SPD, parti social-démocrate allemand, à l'AfD, l'Alternative pour l'Allemagne, parti d'extrême droite.

Cette pratique politique de l'ordo-libéralisme conduit ses adeptes à établir une sorte de « post-démocratie » dans nombre de pays européens, en ce sens que des « domaines considérables de la vie